

Le Cantal Ouvrier et Paysan

Bimensuel

JOURNAL FEDERAL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

Centre Commercial de Belbex - 15000 Aurillac - Tel : 04.71.64.51.68 - Abonnement 1 an : 24€, de soutien : 32€ - CCP 286 31 C

EDITORIAL

NOUVEAU DÉPART - MÊME TERMINUS

Une seule solution : le retrait de la Loi

Manuel Valls a présenté aux organisations syndicales, patronales et de jeunesse, ce qu'il appelle le « nouveau départ » de la loi travail. Ce nouveau départ aboutit au même terminus.

La logique du texte, qui organise la précarité, facilite les licenciements dits économiques, s'attaque à la durée du temps de travail, reste la même : elle fragilise les salariés, et ne permettra pas de s'attaquer réellement au chômage, contrairement à ce qu'a affirmé le premier ministre dans sa présentation.

C'est ce que montre l'expérience des autres pays européens qui, comme en Allemagne, en Italie ou en Espagne, sous couvert de réformer leur droit du travail, ont développé la précarité et la réduction des droits pour les travailleurs, accru les inégalités, sans résoudre, au contraire, le problème du chômage.

Les fortes mobilisations ont contraint le gouvernement à réécrire quelques articles de la loi, ou faire quelques effets d'annonce. C'est un des résultats positifs à mettre au crédit de toutes les femmes et hommes qui se mobilisent pour s'opposer à ce texte et en exiger un autre. C'est un encouragement pour élargir la riposte à ce texte.

En effet toutes les mesures annoncées restent dérogeables selon les entreprises, le barème des indemnités prud'homales n'est pas supprimé contrairement à l'exigence de tous les syndicats, mais devient seulement « indicatif », et la garantie jeune, faute de moyens budgétaires pour y répondre réellement, reste un effet d'annonce sans garantie d'application, alors que les mis-

sions locales connaissent des difficultés accrues, comme l'ensemble des acteurs locaux de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Il y a chez ce gouvernement, au-delà des effets d'annonce, un incroyable acharnement contre les salariés, leurs organisations, et le monde du travail.

La mobilisation doit donc se poursuivre (après le succès des 9 et 17 mars) le 31 mars à l'appel des syndicats, pour exiger le retrait du texte, et reprendre les négociations sur de nouvelles bases, pour un code du travail répondant aux besoins de sécurisation réelle des parcours professionnels, s'attaquant réellement au cancer du chômage.

Le Parti communiste français est entièrement disponible pour contribuer à ce que la mobilisation se renforce encore jusqu'à ce que cet objectif soit atteint. Il invite à ce que partout dans le pays des initiatives de rencontres de débats, puissent se tenir pour décrypter la réalité du projet de loi, élaborer des propositions alternatives, et renforcer la mobilisation.

Déclaration du Parti communiste français



**RENDEZ-VOUS
DES LUTTES :**

JEUDI 24 MARS

12h-Place des droits de
l'Homme-Aurillac

JEUDI 31 MARS

Région

Sécurité dans les lycées

Lors de la commission Formation initiale-Lycées, les effets d'annonce de la majorité de Laurent Wauquiez continuent concernant la sécurisation des lycées. Après avoir présenté, lors de la précédente réunion un dispositif des plus flous : portiques, tourniquets, badgeuses, clôtures, caméras... pour 15 lycées en Auvergne/Rhône-Alpes. La vice-présidente Béatrice Berthoux annonce aux élus que ce sont finalement 18 lycées qui seront concernés et quand Boris Bouchet du groupe « L'humain d'abord PCF Front de Gauche » demande que soit porté à la connaissance de tous le conseillers régionaux la liste nominative de ces établissements, déplorant d'apprendre au compte-gouttes dans la presse régionale les lycées ciblés, le détail lui est tout simplement refusé !

Refuser l'information aux élus et la transparence des choix faits, alors que 1,5 million d'euros d'argent public ont été voté pour ce dispositif, ce sont des pratiques d'un autre âge. **Il est inadmissible que les élus d'opposition soient exclus de l'accès à l'information qui leur est dû. Il s'agit d'un véritable déni de démocratie.**

Groupe « L'Humain d'abord en Rhône-Alpes - Auvergne »

Sommet UE-Turquie, migrants, l'accord de la honte

L'accord entre le premier ministre turc Davitoglu et les chefs de l'Etats ou de gouvernements de l'UE vise à renvoyer en Turquie tous les migrants, syriens compris, aujourd'hui en Grèce, venus au péril de leur vie, chercher un refuge en Europe. En contrepartie, l'UE s'engage à faciliter l'obtention de visas de tous les Etats membres aux citoyens turcs et de favoriser la reprise des négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'UE.

De son côté, la Turquie s'engagerait à organiser, selon le principe de « un pour un », le passage vers la Grèce de Syriens, uniquement dans le cadre de mesures contrôlées et sécurisées, où l'OTAN jouerait un rôle.

Ainsi, l'UE et les Etats membres abandonnent à la Turquie la responsabilité d'assurer le contrôle de leurs propres frontières et de gérer l'accueil des réfugiés qui vont être chassés de Grèce. **Or, ces réfugiés veulent aller en Europe, pas en Turquie, et le droit international exige que leur choix soit respecté.**

L'UE et les Etats membres se doivent d'apporter un soutien sans équivoque à la feuille de route fixée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le gouvernement français et le président Hollande ne peuvent accepter cet « accord de la honte » signé lundi. **Notre pays doit faire entendre sa voix, ses valeurs, ses principes en matière de défense des réfugiés et des migrants, en rappelant la vocation de terre d'asile de la France.** Au lieu de jouer la stigmatisation, la division entre réfugiés et migrants, la France doit leur tendre la main et faire la preuve qu'elle reste ce grand pays de fraternité et de solidarité qui lui valent le respect et le regard amical et chaleureux de bien des pays dans le monde.

A la prochaine réunion du Sommet européen, la France doit exiger le rejet de cet accord et enfin, accueillir dignement ces hommes, ces femmes et ces enfants abandonnés.

Sébastien Prat

(extrait du communiqué de presse PCF Cantal du 14/03/2016)



Le « chaos du monde » provoque chez nos concitoyens de profondes inquiétudes auxquelles le chef de l'Etat et le gouvernement apportent des réponses principalement militaires sur fond de compétition éco-

LA PAIX DANS LE MONDE

nomique renforcée, de libéralisation internationale sont tendus vers cet objectif.

accrue, de tactiques d'alliances douteuses et de reculs démocratiques. **Durant notre 37^{ème} Congrès qui se déroulera du 2 au 5 juin en région parisienne, les enjeux internationaux y tiendront une place centrale. Il sera précédé, le 1^{er} juin, d'une conférence mondiale pour la Paix et le progrès que nous voulons construire avec de nombreuses forces, en Europe et dans le monde, engagées dans la lutte pour l'émancipation humaine.** PCF

LE COP A 80 ANS ! Taillez vos crayons et écrivez-nous*

Très attachée à « son journal » et grâce à ce lien régulier, Simone n'est pas isolée à Ambial, lieu dit proche de St Martin Valmeroux. Elle nous écrit.

La contribution qui suivra sera signée Guillaume Laybros, pendant que Suzanne Parralo fait quelques recherches... (à suivre). S.M.

Le COP : les petites histoires et son grand combat

Lors d'une élection, le Cantal Ouvrier et Paysan, arrivait dans une petite maison sans route (et encore aujourd'hui en 2016) il était lu et apprécié ; il est vrai que l'on y « refaisait le monde » très souvent. Je peux en témoigner.

En 1962 Albert et moi étions métayers à St Christophe les Gorges depuis peu quand le démarcheur de « La Terre » (et son ami) nous abonna à son journal sans problème. Il était très bien, surtout pour le monde agricole, sa lecture dura cinq décennies, mais à notre avis il manquait le monde ouvrier, le côté politique. Un COP spécial

nous permit de découper le bulletin d'abonnement, et en 1974 ce sera le bulletin d'adhésion au PCF. Enthousiasmés, propulsés dans le combat politique, nous étions en haut de l'affiche (dans nos idées seulement !). Parcourant le canton de Salers avec Le COP et La Terre, suivant nos interlocuteurs, nous étions dans l'euphorie des jours heureux.

Rêver d'un monde meilleur est utopique, disent certains ; certes, mais à mon avis **on a déjà des parcelles de bonheur lorsqu'au lieu de subir une fatalité on a la conscience que l'on peut améliorer et**

transformer les choses.

Le COP défend vraiment les paysans. Le COP est le seul journal qui défend les travailleurs d'aujourd'hui, qui dénonce les méfaits du chômage, de la précarisation, un code du travail taillé sur mesure pour le patronnat, sans oublier un service public dépouillé du mot : public, etc...

Le COP doit poursuivre son combat avec de nouveaux lecteurs peut-être ? Merci à tous les bénévoles qui « font » le journal et en particulier les jeunes.

Simone Pelmoine

*Contact : Serge Mazières - 10 cité Empeyrolo - 15130 ARPAJON-SUR-CERE, tel : 06.79.70.99.01, mail : serge.mazières@orange.fr

Sécurité sociale : vous avez dit économies ?

Les Français dépenseraient trop pour se soigner alors, depuis des années, Gouvernements et donneurs de conseils nous pressent de faire des économies par tous les moyens. Résultat : moins de docteurs, de spécialistes, d'infirmières, de maternités, de places dans les hôpitaux. Plus de dépenses personnelles : Augmentation de la CSG, des Complémentaires, remboursements moindres, voir plus de remboursements du tout, retenues en tous genre.... Ces sacrifices permettraient de « sauver la Sécu » et d'améliorer l'emploi dans notre pays car nos économies de santé alimentent des exonérations de « charges » génératrices d'emploi. Remarquez que, devant l'éternel « trou » de la Sécu et la grimpeée perpétuel du chô-

mage, je finis par douter de la pertinence des mesures proposées et de la nécessité des sacrifices consentis jamais suffisants. Mais là n'est pas le sujet de mon propos. Je me disais que tout le monde faisait une chasse impitoyable au gaspi. Et bien ce n'est pas vrai et je suis indigné ! Exemple. Une lombalgie tenace m'oblige à me soigner. Un toubi me prescrit 3 cachets de IXPIUM par jour pendant un mois. Je reviens du pharmacien avec 5 boîtes de ZYDUS (générique) de 20 par boîte. Mais catastrophe au bout de 24 heures je suis alité l'estomac « aux bords des lèvres » et des étourdissements. J'arrête le traitement. Mon dos s'enflamme. En urgence j'obtiens une nouvelle ordonnance. 3 cachets de LAMALINE pendant un mois. Pru-

dent je ne prends qu'une boîte, de 16, pour tester. Pas de problème majeur : je supporte le médicament et la douleur est devenue supportable. Je retourne chez le pharmacien et, soucieux d'éviter du gaspi, je lui propose d'échanger mes 4 boîtes de ZYDUS inutiles contre 4 boîtes de LAMALINE nécessaires. Refus poli. Toujours en pensant à la Sécu et à ma complémentaire je lui demande de rembourser les boîtes de Zydus. Re refus. « *Je ne peux pas ce ne sont pas les mêmes molécules* ». Ah bon ! Que faire ? Les détruire. Re ah bon ! Depuis les 4 boîtes de Zydus inutiles trônent dans ma salle à manger. Je me demande si je ne vais pas finir par les jeter... dans le trou de la Sécu !

Roger Grimal

Agenda

Vendredi 25 mars : Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez sera à Aurillac. Une rencontre avec les militants est prévue à 14h, espace des Carmes à Aurillac.

Mercredi 30 mars : A l'appel de la CGT Auvergne, 11h30 rassemblement devant le Tribunal à Riom (63) en soutien à Eric Colin, camarade injustement sanctionné. Départ collectif d'Aurillac possible avec UD CGT Cantal.

Jedi 31 mars : Action national contre la loi Travail à l'appel des organisations syndicales jeunes et salariés.

Samedi 2 avril : Réunion PCF, à Lyon, des 12 départements pour une coordination politique à l'échelle de la grande région.

Vendredi 8 avril : 20h30, salle des fêtes de la Ségalassière, débat public sur l'accord de libre-échange transatlantique (TAFTA) animé par le collectif Stop TAFTA Cantal. Contact : PCF Cantal.

Samedi 16 avril : De 10h à 14h, Maison de quartier La Montade - Aurillac, Vente solidaire de lait (en vrac) en partenariat avec les agriculteurs locaux du MODEF.

Dimanche 1^{er} mai : Rassemblement des luttes... Vente du brin de Muguet PCF... Festivités quartier Gare...

Samedi 28 mai : Congrès départemental PCF Cantal.

Mercredi 1^{er} juin : Conférence mondiale pour la paix et le progrès au siège du PCF, place du Colonel Fabien.

Du 2 au 5 juin : Congrès national du PCF.

Samedi 11 juin : Fête du COP - Salle Jean Oléon et espace Maison du Temps libre à Belbex.

Transparence toujours...

Total souscription 2015 = 2692€
Détail : Anonyme 20€ ; W. Burias 90€ ; C. Daudé 60€ ; Y. Daudé 250€ ; B. Gosset 150€ ; R. Grimal 140€ ; R. Laybros 96€ ; M. Leron 500€ ; P. Méral 30€ ; J. Navarre 101€ ; S. Parralo 60€ ; P. Perrier 60€ ; C. Piganiol 124€ ; S. Prat 845€ ; A. Sériès 26€ ; C. Terrade 60€ ; R. Verdier 80€.

Total Ind.d'élus 2015 = 14800€
Détail : Jean-Pierre Roume 8200€ et Denise Valat 6600€.

Comme chaque année les communistes cantaliens, dans un souci de transparence, informent les lecteurs du Cantal Ouvrier et Paysan sur l'état de leur fédération. L'engagement indéfectible des communistes participent, grâce à leurs cotisations (23%), à la souscription (6%), et aux initiatives diverses à de l'activité de

leur parti et à la vie de leur fédération. Nous le devons aussi au conseil national dont l'aide (24%) environ des dépenses nous permet de recourir à une salariée à temps partiel. Enfin, et ce n'est pas un secret, les élus participent à la vie de leur fédération à hauteur de 30%. Il s'agit là d'un choix politique qui ne date pas d'aujourd'hui. Améliorer les vies des gens qui souffrent n'attend pas une hypothétique prise du pouvoir par le haut. C'est le sens de leur engagement, avec leur sensibilité, dans les exécutifs locaux. L'année 2015 a été une année de dépenses : élections départementales, puis régionales, et rénovation de la Fédération (toujours en cours)... Vu les projets en cours, suite des travaux (volets+menuiseries), Fête du COP, ventes solidaires, 80 ans du COP et en prévision des élections de 2017

La Poste des Alouettes

La direction de La Poste a annoncé la fermeture du bureau des Alouettes début juin 2016. Actuellement ce bureau, ouvert tous les jours de 14h à 17h, rempli sa mission de service public de proximité et sa disparition aurait des répercussions négatives sur la vie quotidienne dans le quartier notamment sur l'attractivité de son centre commercial.

La CGT Fapt du Cantal a proposé une initiative le vendredi 18 mars pour signer et faire signer massivement, sur place ou auprès des commerçants, la pétition en cours.

Dispensé de timbrage Aurillac PPDC

*Le Cantal
Ouvrier et
Paysan*



Centre Commercial
de Belbex
15000 AURILLAC

P R E S S E
U R G E N T E
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 18/03/2016

LE CANTAL OUVRIER ET PAYSAN

Le directeur de la publication :

William Burias

C.P.P.A.P. n° 1217 P 10717

Imprimé par le COP, Centre Commercial de Belbex - 15000 AURILLAC

(présidentielles, législatives...) il est temps de relancer, dès maintenant, une souscription* la plus large possible.

Objectif : en toute transparence, se donner les moyens de nos ambitions politiques.

Michel Leron

***Pour rappel, les chèques doivent être à l'ordre de ADF PCF 15, votre don donne droit à une réduction/crédit d'impôts à hauteur de 66% (pour 100€ donnés, 66€ de réduction/crédit impôts).**